

## Des rebelles recrutés par Kinshasa en 2016 contre les manifestants, selon HRW

@rib News, 04/12/2017 - Source Reuters Les services de sécurité congolais ont recruté plus de 200 combattants rebelles en leur ordonnant d'utiliser la force létale pour réprimer les manifestants qui protestaient il y a un an contre le report de l'élection présidentielle et le refus du président Joseph Kabila (photo) de mettre fin à son mandat, écrit Human Rights Watch dans un rapport paru lundi.

Des dizaines de personnes ont été tuées pendant cette vague de manifestations survenue en décembre 2016. L'élection présidentielle a été reportée jusqu'à décembre 2018. Le rapport de Human Rights Watch s'appuie sur les témoignages de 13 combattants du groupe rebelle M23 qui, dit l'ONG, ont été recrutés au Rwanda et en Ouganda, et sur ceux de dirigeants du M23 et de neuf responsables des services de sécurité et de renseignement congolais, tous recueillis sous le sceau de l'anonymat. Un porte-parole du gouvernement congolais n'a pas souhaité faire de commentaire. Delphin Kahimbi, chef des services de renseignement militaires présenté dans le rapport comme l'un des coordonnateurs de l'opération, a nié avoir recruté des combattants du M23, qualifiant les conclusions du rapport de "ridicules et absurdes". Le président du M23, Bertrand Bisimwa, a dit lundi dans un communiqué que la RDC avait recruté des déserteurs et d'autres combattants déjà exclus du mouvement rebelle, ajoutant que la direction du M23 n'était en aucun cas impliquée. Le M23 s'est soulevé contre le gouvernement dans l'est du Congo en 2012. Il a été défait par les troupes congolaises et les forces de l'Onu à la fin 2013. Le gouvernement de Kinshasa a par la suite promis l'amnistie à la plupart des centaines de rebelles du M23 qui ont fui au Rwanda et en Ouganda, mais le processus s'est enlisé. Selon le rapport de HRW, les services de sécurité de RDC se sont tournés vers le M23 l'an passé parce que Joseph Kabila ne faisait pas confiance à ses propres forces de sécurité. Les rebelles ont été déployés à Kinshasa, Lubumbashi, la deuxième ville du pays, et à Goma dans l'Est. Ils ont été intégrés aux forces de police, à l'armée et aux unités de la garde présidentielle, ajoute l'ONG. Ils ont reçu ordre d'utiliser la force létale contre les manifestants et ont été payés chacun plusieurs centaines de dollars, précise-t-elle. Richard Karemire, porte-parole de l'armée ougandaise, a démenti que des combattants du M23 aient été recrutés en Ouganda. Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans l'immédiat de la part du gouvernement rwandais.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});